

Incidences potentielles de la sortie de la catégorie des PMA

Cambodge, Comores, Djibouti,
Sénégal et Zambie

Remerciements

fondé sur les contributions reçues des partenaires commerciaux et

rant dans le

Notes explicatives

Les appellations et la présentation des données figurant dans la présente publication n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique

Synthèse

certain cas, ces mesures sont disponibles pendant une certaine période après le reclassement, dénommée période de transition sans heurt). La présente note d'orientation présente une vue

de reclassement du Comité des politiques de développement (CPD) pour la première fois en 2021 et, conformément aux procédures de reclassement pourrait être recommandé.



Table des matières

Avant-propos	III
Remerciements	IV
Notes explicatives	V
Synthèse	VII
1. Contexte	1
2.	

Partenaires bilatéraux.	53
Partenaires et instruments multilatéraux et régionaux	60



CONTEXTE

domaines du commerce et de la coopération au développement

certain niveau de développement et sortent de la catégorie des

l'encadré 1 pour plus d'informations sur le processus de reclassement).³ Ce rapport vise à déterminer les mesures spécifiques programmes et politiques de commerce et de développement, ainsi

Encadré 1

Le processus de reclassement des PMA : situation et prochaines étapes pour le Cambodge, les Comores, Djibouti, le Sénégal et la Zambie

sures dans chaque cas. L'évaluation décrite ici est fondée sur les

INCIDENCES DU RECLASSEMENT DES PMA SUR LE COMMERCE

commerce sont les suivantes : (i) un accès préférentiel au marché

et des flexibilités supplémentaires en vertu de certains accords

l'assistance technique dans le domaine du commerce. Après le re-

-
-

2.1. Accès préférentiel au marché pour le commerce de marchandises

Quelles sont les mesures propres aux PMA ?

(FDSC) total ou quasi-total.⁴

-
5

Existe-t-il des périodes de transition sans heurt ? Le programme

-

4

5

ainsi que le programme chinois d'admission en franchise de droits





L'examen des principaux marchés et produits d'exportation récents, bien qu'il ne permette pas de saisir pleinement les impli-

accords ou les effets pour chaque segment d'exportation, peut néanmoins donner une indication des principaux produits et mar-

terme et dont il faudrait tenir compte dans le cadre d'une stratégie de transition sans heurt. Cela peut également aider à identifier les marchés sur lesquels le reclassement ne devrait pas avoir d'incidence significative. Le reclassement n'a pas d'effet sur les exportations de produits et de services qui ne sont pas concernées

conditions d'accès au marché équivalentes ou meilleures en vertu d'accords bilatéraux ou régionaux, ou sur les exportations qui, pour quelque raison que ce soit (p. ex., l'incapacité à respecter les règles d'origine), ne font pas appel aux préférences disponibles :

Cambodge⁹

l'UE, le Cambodge devrait se conformer à des règles d'origine plus strictes, ce qui pourrait être problématique pour l'industrie du vêtement.¹¹

menté sa part de marché dans le secteur du textile et de l'habillement, a maintenu par le passé sur la liste des bénéf-

qui ont été reclassés, mais qui restent dans les catégories

Banque mondiale.

S

les conséquences seraient limitées :

moins avancés (LDBDC).

Du fait de son appartenance à l'ASEAN, le Cambodge conservera des conditions d'accès au marché équivalentes

lande, membre de l'ASEAN, le Japon, la Chine, l'Inde, la République de Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ont conclu des accords de libre-échange avec l'ASEAN. En outre, le Cambodge et la République de Corée ont signé un

Chine ont signé un accord de libre-échange qui est entré en vigueur le 1er janvier 2022. Le Partenariat économique régional global (RCEP) devrait permettre de réduire davantage les barrières tarifaires et non tarifaires entre les participants.

La stratégie d'intégration commerciale du Cambodge 2019-2023

et à d'autres facteurs de compétitivité durant la transition après

dans plusieurs domaines.

Comores

sement :

§ L'Union européenne est le premier partenaire commercial des

la région d'Afrique australe, qui garantit l'accès FDSC au mar-

§ L'Inde est la deuxième destination des produits des Comores

le marché indien en franchise de droits. Après le reclassement, -
fectue sans heurt, il conviendra de comprendre et de traiter les
conséquences, pour les producteurs et leurs communautés, de

§

q -1.29

Djibouti¹³

La plupart des exportations de Djibouti ne seront pas affectées par le reclassement. Les principales exceptions sont les exportations vers la Chine, notamment pour les chlorures et de cuivre : ¹⁴

§

senté environ la moitié des exportations de Djibouti de 2016 à 2020, bien que la part de l'Arabie saoudite ait fortement dimi-

la Chine) a augmenté.

§ Une part importante des exportations de Djibouti vers d'autres marchés entre en franchise de droits au titre de la clause NPF.

Djibouti vers l'Australie, le Canada et la République de Corée en 2020.¹⁵ En ce qui concerne les produits qui ne sont pas exonérés de droits de douane au titre de la clause NPF :

en provenance de Djibouti sont entrées en franchise de
néficiaires les moins avancés (LDBDC), Djibouti bénéficie

§ Dans l'Union européenne, pour les produits qui ne sont pas exo-

TSA s'appliqueraient pendant trois ans après le reclassement

§

Uni continueraient à être exonérées de droits, soit au titre de

¹³

la clause NPF, soit au titre du régime de préférences renforcées du nouveau DCTS.

§ La plupart des produits exportés vers l'Inde sont exonérés de droits au titre de la NPF. Pour d'autres produits, Djibouti pour-

accords commerciaux préférentiels indiquent que cela n'a pas été le cas.¹⁶

§ *f*

conclusion d'un accord bilatéral.¹⁸ Le tableau 2 indique les tarifs
tations du Sénégal vers l'Union européenne en 2021.

Tableau 2

**Exportations sénégalaises vers l'UE, 2021 - tarifs dans le cadre du SPG+ et du
SPG standard, produits sélectionnés**

	% du total en 2021	SPG+	Standard SPG	MFN

Zambie²⁰

par le reclassement :

- § Environ un tiers des exportations de la Zambie sont destinées à des marchés qui n'accordent pas de préférences propres aux -
naires d'exportation comme la République démocratique du Congo.
- § La Suisse est le principal marché d'exportation de la Zambie. La Zambie exporte principalement du cuivre vers la Suisse, qui -

- § Le cuivre est également le principal produit d'exportation vers -

4%
Autres accordant des préférences

3%
États-Unis

_____○

○_____ **44%**
Union
européenne

27% _____○
Inde

Qu'est-ce que cela signifierait dans la pratique ? Les implications du CIR, les conclusions concernant les conséquences du fait de ne

²⁵ Les mesures de renforcement des capacités et d'assistance technique sont examinées au point 2.5 ci-dessous. Les autres dispositions de fond principales propres

gatoires et qui est partie à un ACR dont au moins la
produits pharmaceutiques vers d'autres membres de
l'ACR qui ont les mêmes problèmes en matière de san-
té sans autre notification.

§ **Accord sur l'agriculture et décisions connexes** : en vertu de la
Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation (2015),

produits alimentaires (PDINPA) ont obtenu :

un délai plus long pour l'élimination progressive de cer-

un délai de remboursement plus long pour l'acquisition de

la possibilité de monétiser l'aide alimentaire internationale

Existe-t-il des périodes de transition sans heurt ? -

tuellement de périodes de transition sans heurt.

Que se passe-t-il après le reclassement ?

Qu'est-ce que cela signifierait dans la pratique ? Dans ses éva-

pour le Cambodge, Djibouti, le Sénégal et la Zambie (voir le ré- incidences seront limitées du fait que les dispositions ne sont pas

sitions de l'AFE) ou ont été au moins partiellement abandonnées dans leurs conditions d'accèsion (p. ex., les engagements du Cambodge concernant la mise en œuvre des ADPIC).

ADPIC pour le Cambodge, Djibouti, le Sénégal et la Zambie conclut ce qui suit :²⁶

S Des périodes de transition plus longues :

à appliquer l'Accord sur les ADPIC au plus tard le 1er janvier 2007. Le Cambodge a également accepté d'adopter des normes de protection ADPIC-plus à certains égards. Toutefois, la législation du Cambodge lui a permis de bé-

pour les produits pharmaceutiques. À l'issue de cette période, le Cambodge devra étendre les brevets aux produits

permettant de déposer des demandes de brevets pharmaceutiques pendant la période de transition, aux fins de leur examen à l'issue de cette période (c.-à-d. au moment du reclassement) et a adhéré à des traités sur les brevets (notamment auprès de l'Office européen des brevets), ce qui permettrait de délivrer des brevets pour de nombreuses demandes déposées dans la boîte aux lettres sur la base de la validation de brevets délivrés dans d'autres juridictions. Par conséquent, un certain nombre de produits pharma-

26

ceutiques pourrait déjà être protégés par des brevets au Cambodge immédiatement après le reclassement, en plus des brevets accordés sur la base des demandes après le reclassement. Cela pourrait établir d'importantes barrières à l'entrée pour les produits génériques. À noter que le Cambodge n'est pas tenu, en vertu des ADPIC, d'étendre la protection par brevet aux demandes déposées dans le cadre

Djibouti : Djibouti n'utilise pas les périodes de transition de pour les produits pharmaceutiques. La loi djiboutienne sur

modèles industriels, à moins que l'office national ne les rejette dans un délai de six mois. Jusqu'à présent, aucun brevet délivré par l'ARIPO n'a fait l'objet d'une opposition de la

Cambodge	Djibouti	Sénégal	Zambie
----------	----------	---------	--------

Exigences de notification de l'amendement ADPIC

Subventions et mesures compensatoires (SMC) : exemption de l'interdiction des subventions **non agricoles**

Accord sur l'agriculture/Décision de Nairobi sur les subventions à l'exportation dans l'agriculture : **délai plus long pour la suppression progressive des subventions agricoles.**

Cambodge	Djibouti	Sénégal	Zambie
Facilitation des échanges : délais prolongés et procédures simplifiées			

Règlement des différends : attention particulière et bons offices

Source :

2.4. Traitement spécial et différencié et flexibilités supplémentaires (autres que l'accès au marché) dans certains accords régionaux

Les incidences du reclassement en termes de flexibilités dans le cadre des accords régionaux sera limité :

Cambodge : ASEAN

Le Cambodge fait partie de la zone de libre-échange de l'ASEAN et, à ce titre, des accords de libre-échange entre l'ASEAN et l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Japon, la Chine et la République de

Quelles sont les mesures propres aux PMA ? Dans le cadre de la zone de libre-échange de l'ASEAN et des accords de libre-échange

Qu'est-ce que cela signifierait dans la pratique ? Le Sénégal fait -
damment du reclassement. Le processus d'opérationnalisation

9, 12, 16 et 18).

Cadre intégré renforcé (CIR)

Le Cadre intégré renforcé (CIR) est un mécanisme d'Aide pour le

de projets de renforcement des capacités de production. L'une des principales activités est la réalisation d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC), qui fournissent des évaluations approfondies des politiques, des marchés d'exportation - tains avantages du CIR pendant les cinq années qui suivent leur

Comores		
---------	--	--

Djibouti		
----------	--	--

--	--	--

--	--	--

Existe-t-il une période de transition sans heurt ? Le programme du CIR a été mis en œuvre par phases, chacune étant soumise à des règles décidées par son Conseil. Selon les règles de la phase actuelle

Que se passe-t-il après le reclassement et la période de transition sans heurt applicable ?

CIR au bout de cinq ans, conformément aux règles actuelles.

Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) : règle d'allocation et cofinancement

de trois ans, le tableau 5 fournit des informations sur le montant

Tableau 5

Dons pour la réalisation de projets au titre du FANDC

Montant décaissé pour les projets spécifiques au pays	Montant décaissé par pays dans les projets multi-pays (en supposant une répartition égale entre les participants)	Contribution de 10 %, moyenne annuelle sur 20 ans
Cambodge		
Comores		
Djibouti		
Sénégal		
Zambie		

Sources :

Centre consultatif sur la législation de l'OMC (CCLO)

Quelle est la mesure propre aux PMA ? Les conseils juridiques et

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

cière est naturellement une source de préoccupation pour de nom-

engagements aient été pris au niveau international concernant l'aide

31

d'une combinaison de facteurs liés au niveau de revenu des bé-

besoins et à leur vulnérabilité, aux politiques et aux priorités des partenaires, aux demandes concurrentes et au contexte international général. Dans le cas de la coopération bilatérale, la proximité géographique et les liens culturels et historiques jouent souvent un

du reclassement sur la coopération au développement dans chacun

En toile de fond, il convient de garder à l'esprit que :

S

médiaire ou au retrait des guichets concessionnels des banques multilatérales de développement. Comme indiqué dans l'intro-

développement (IDA) du groupe de la Banque mondiale s'il remplit par ailleurs les critères de retrait de l'IDA. Par ailleurs, certains

des subventions aux prêts plusieurs années avant la sortie de la

§

l'APD du CAD de l'OCDE dans un avenir prévisible et tous les cinq

32

§

-

-

Les politiques, les règles et les priorités stratégiques évoluent.

que la coopération au développement doit se concentrer sur les

présentée ici est fondée sur les politiques et les règles en vigueur en 2022, qu'elles aient été communiquées directement au DAES de L'ONU par les gouvernements ou les organisations concernés ou

§

32

Multilatéral

Bilatéral

Instruments propres aux PMA (ne sont plus disponibles après le reclassement et une période de transition sans heurt)

Sources :

ment stratégique disponible pour la coopération bilatérale ne

§ Koweït :

portants de dons et de prêts concessionnels et qui a informé le reclassement.

§ **Zambie :**

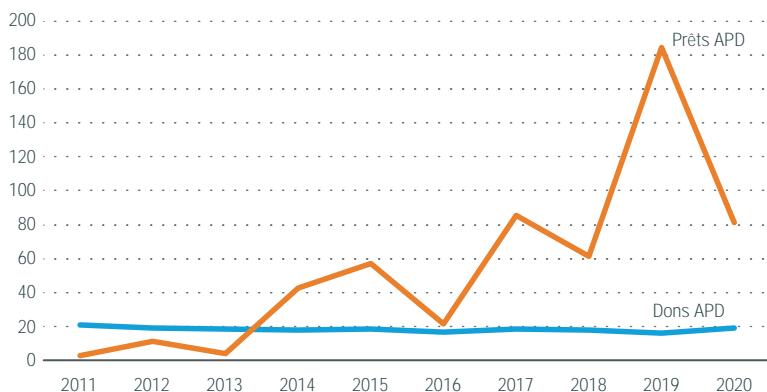
la Zambie entre 2011 et 2020. Les prêts que la Zambie a reçus

de l'ordre de 110 millions de dollars, sont largement supérieurs aux dons reçus (environ 6 millions de dollars). La Zambie n'est

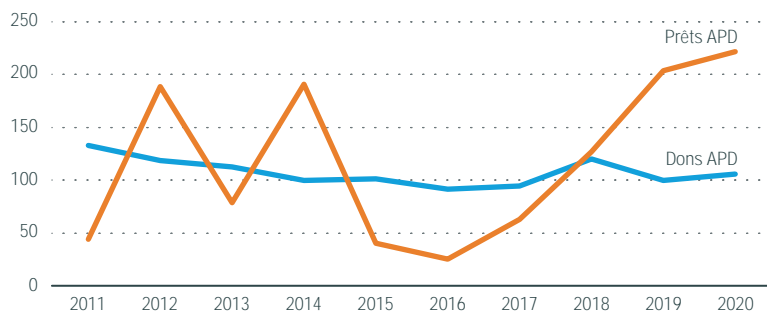
les subventions soient réduites et que les nouveaux prêts dé-

Figure 3

Prêts et dons de la France au Sénégal et au Cambodge, 2011-20



Source:



Source:

Japon : conditions spéciales pour les prêts concessionnels aux PMA

L'octroi d'aides sous forme de dons et de coopération technique

tions préférentielles, qui varient en fonction de l'appartenance

deuxième catégorie de prêts préférentiels. Après le reclassement,

en développement ont accès à des conditions de prêt moins favorables, mais toujours concessionnelles, en fonction de leur niveau de revenu et de la nature du projet. Les nouveaux prêts contractés après le reclassement seraient donc assortis du taux applicable

si le Cambodge était reclassé aujourd'hui, le taux d'intérêt des préférentiels spécifiques à certains secteurs), avec un taux de grâce de 10 ans, serait supérieur de 0,5 point de pourcentage

44

dant trois ans après le reclassement (soit en sortant de la catégorie

de cette catégorie.

S

titre de l'APD et pour lequel les prêts ont été relativement les des prêts et des dons du Japon ces dernières années, les prêts

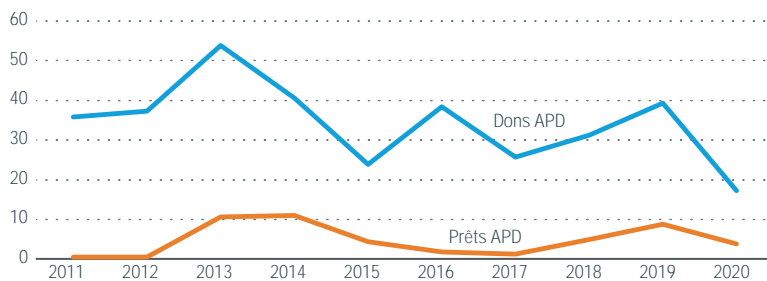
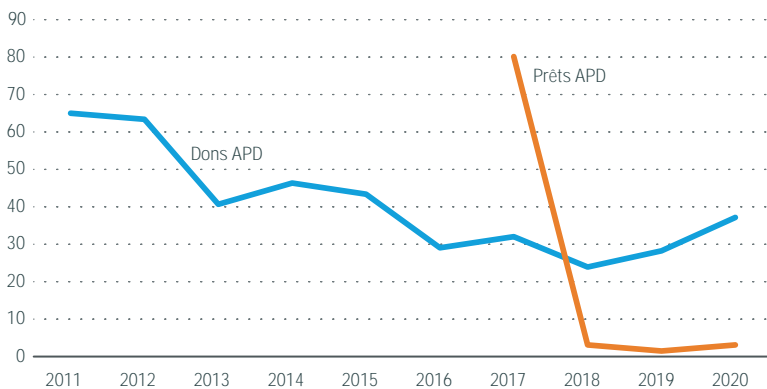
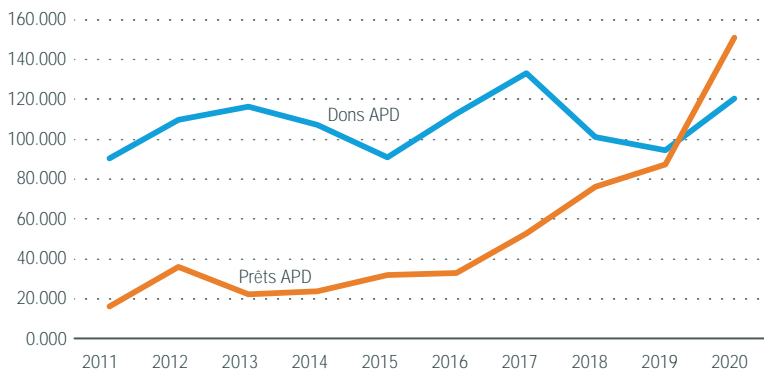
44

total des prêts d'APD reçus par le Cambodge entre 2011 et 2020, d'après les données du CAD de l'OCDE.

- § Les Comores et Djibouti ont uniquement reçu des dons du Japon, après le reclassement, seraient accordés à des conditions.
- § Le Sénégal a commencé à recevoir des prêts du Japon en 2017. Les dons ont connu une tendance à la baisse au cours de la dernière décennie, indépendamment du reclassement. Au cours des prêts d'APD au Sénégal.
- § Les prêts d'APD du Japon à la Zambie sont beaucoup moins im-

Figure 4

Prêts et dons du Japon au titre de l'APD, 2011-2020



Source:

tions les plus favorables (notamment des taux d'intérêt plus bas et des périodes de remboursement plus longues) pour les prêts accordés par le Fonds coréen de coopération pour le développement économique, administré par la Banque d'import-export de Corée et le ministère de la Stratégie et des Finances. Les prêts contractés

un dialogue avec les gouvernements partenaires au fur et à mesure
-
tements en fonction des besoins et des possibilités de développe-

un passage progressif des dons aux prêts est prévisible. Les dons
seraient toutefois maintenus dans certains domaines.

Actuellement, l'Allemagne accorde uniquement des dons à ces
-

**Arabie saoudite/Fonds saoudien : le statut de PMA est un facteur parmi
d'autres pour déterminer les conditions des nouveaux prêts et éventuellement
les initiatives futures d'allègement de la dette**

Des informations sont disponibles sur l'APD de l'Arabie saoudite,
qui est fournie par le biais du Fonds saoudien, à partir de 2015. Le

besoins en matière de développement. Djibouti est classé dans
le groupe I, qui a la plus haute priorité. Les Comores et le Sénégal
sont dans le groupe II, et le Sénégal et la Zambie sont dans le

la fois des prêts et des dons. L'Arabie saoudite est un bailleur de
-

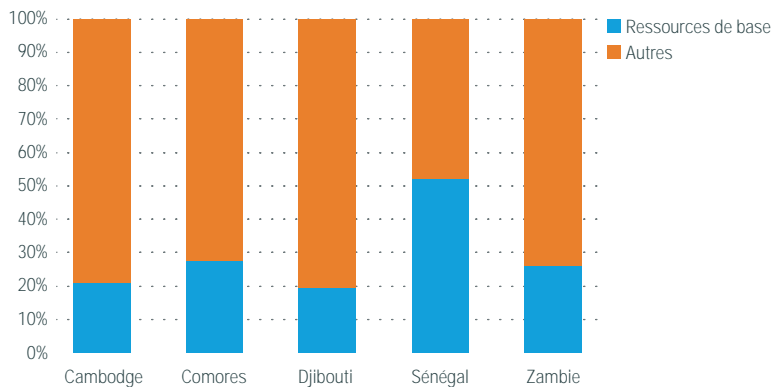
conditions des nouveaux prêts accordés par le Fonds saoudien.
Le Fonds examinerait les conditions de tout nouveau prêt deman-
dé après le reclassement au cas par cas. Le reclassement pourrait
également avoir une incidence sur la manière dont l'Arabie saou-
dite soutiendra l'allègement de la dette à l'avenir.

Partenaires et instruments multilatéraux et régionaux

Ressources de base (ou ordinaires) du PNUD : allocation des ressources

Figure 5

Allocation des ressources de base et des autres ressources du PNUD aux cinq pays, 2020



Source :

location minimum, ils auraient pu recevoir moins de ressources. Il en va de même pour Djibouti en matière de biodiversité et pour les Comores en général.

Tableau 10

Planchers d'allocation minimum pour FEM-8 et allocations initiales aux cinq pays

Minimum pour les pays non-PMA et les PEID	Minimum pour les PMA et les PEID	Cambodge	Comores	Djibouti	Sénégal	Zambie
Biodiversité						
Changements climatiques						
Dégradation des sols						
Agrégat						

Source :

en vue s'engager sur la voie des faibles émissions et de la résilience au changement climatique. Dix milliards de dollars ont été mobilisés pour la première période de mise en œuvre du Fonds (2020-

-

préparation. Pour la première période de reconstitution (2020-2023),

Après leur reclassement, le Cambodge, Djibouti, le Sénégal et la

inclus dans les nouvelles phases des projets en cours. Les projets actuels sont les suivants :

- § **Cambodge** : un projet d'un montant de 5,5 millions de dollars catastrophes grâce à l'alerte précoce et à l'information sur les risques.
- § **Comores** : un projet régional dans le sud-ouest de l'océan In-

risque modéré ou élevé de surendettement ou qui est en situation
-
tuent au-dessus du seuil du RNB par habitant et dont la solvabilité

en développement vulnérables et disposait en 2021 d'un porte-
solde de 537 millions de dollars.

Tableau 12

Accès aux ressources du FPMA et du FVC en 2022

cités de recherche de haute qualité et renforcer les capacités

nouvelles et à venir, citons :

Des programmes de renforcement des capacités en matière de science, de technologie et d'innovation dans les -
riat avec l'UNESCO et l'Académie mondiale des sciences

duction, améliorer leurs capacités technologiques et élaborer une stratégie de reclassement et de transition sans heurt.

diversifier leurs sources de financement des ODD afin d'assurer une transition sans heurt vers un reclassement irréversible. Ce

tèmes de décentralisation fiscale. L'UNCDF viserait également à accélérer le soutien au développement d'économies numériques capacités productives et permettre une transformation économique structurelle.

Programme de soutien aux investissements dans les PMA (PSI/PMA)

du développement et l'UN-OHRLLS, apporte une assistance juridique et professionnelle à la demande ainsi qu'une formation aux public ou privé dans le domaine des négociations et du règlement par des cabinets d'avocats privés et d'autres experts sans frais

au titre du programme pendant une période de cinq ans à compter de la date de reclassement.⁵²

3.4. Principales incidences sur la coopération au développement, pays par pays

Sur la base de ce qui précède, les principales incidences attendues

Cambodge

Parmi les principaux partenaires de développement du Cambodge

reçoit un mélange de ressources concessionnelles et de res-

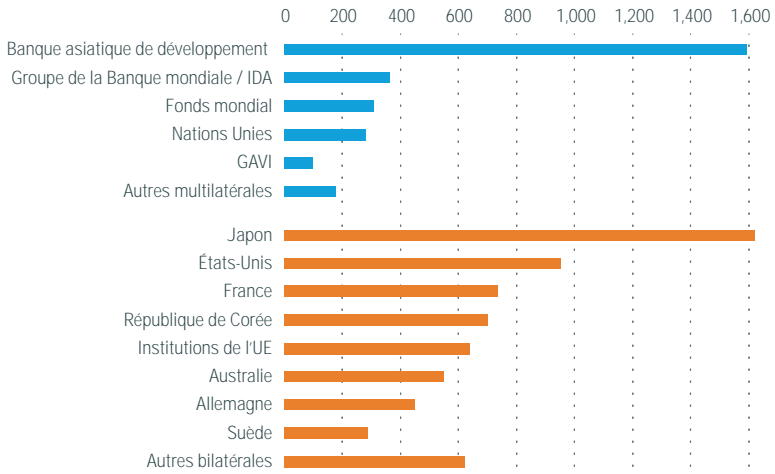
§

pas la coopération mais qu'au fur et à mesure que le Cambodge

sif à d'autres mécanismes de coopération tels que des prêts à des conditions préférentielles, des garanties ou d'autres mécanismes de partage des risques.

Figure 6

Cambodge : sources d'APD, 2011-2020, millions de dollars, décaissements bruts



Source :

En ce qui concerne les instruments, les règles et les priorités
classement du Cambodge :

§

principaux critères seraient toujours le PNB par habitant et la

§ Climat et environnement :

Le Cambodge ne pourrait plus obtenir de nouveaux financements approuvés avant le reclassement seraient financés jusqu'à leur achèvement. À titre de référence, le Cambodge a reçu, jusqu'en 2022, 32 millions de dollars de financement du

ment afin de s'assurer qu'ils peuvent traiter leurs priorités leur reclassement.

les principaux critères d'allocation sont les indicateurs des avantages globaux et du PIB. Des plafonds d'allocation inférieurs s'appliqueraient dans chaque domaine (biodiversité, changements climatiques et dégradation des sols). Parmi ces domaines, pour la 8e période de reconstitution

gements climatiques, ce qui suggère que, toutes choses égales par ailleurs, le reclassement pourrait entraîner une diminution des fonds dans ce domaine à l'avenir par rap-

de dollars.

Le Cambodge ne serait plus automatiquement considéré

de l'aide à l'adaptation et à la préparation du FVC. Le reclassement n'entraînerait pas nécessairement un changement dans l'allocation car cela dépendrait de l'application d'autres critères d'allocation et du niveau de dépassement

de dollars du FVC jusqu'en 2022.

Le Cambodge ne pourrait pas bénéficier de nouveaux projets ou de nouvelles phases de projets en cours dans le cadre de l'initiative CREWS. Il participe actuellement à un projet avec la RDP lao.

- § Banque de technologie : le Cambodge aurait accès aux services et aux ressources de la Banque de technologie pendant cinq ans après le reclassement. L'évaluation des besoins technologiques du Cambodge est terminée.

§ UNCDF : après le reclassement, les programmes de l'UNCDF au

§ En outre, le Fonds saoudien réexaminerait au cas par cas les

Le statut prioritaire des Comores au sein du FVC ne chan-
vertu des règles actuelles, du même traitement que les

§

§ L'Union européenne n'avait pas non plus, au moment de la ré-
 Djibouti à une demande d'information sur les perspectives de
 la coopération au développement après le reclassement, mais
 les réponses relatives au Cambodge, basées sur la politique
 actuelle, et les réponses recueillies lors des évaluations précé-
 dentes suggèrent que le reclassement en soi n'entraînera pas
 -
 pement de la part de l'UE (bien que les progrès en général en
 -
 ture des mécanismes de coopération).

§ D'autres partenaires importants ne tiennent pas compte du sta-
 également le cas de la Chine, non incluse dans les données du
 CAD de l'OCDE, qui aurait fourni au moins 625 millions de dol-
 lars sous forme de dons et 1 milliard de dollars sous forme de
 prêts concessionnels à Djibouti sur la période 2008-2017.⁵⁹

Figure 8
 Djibouti : sources d'APD, 2011-2020, millions de dollars, décaissements bruts

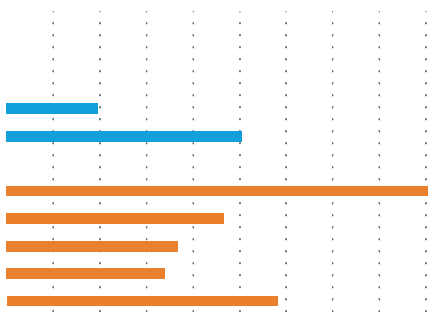
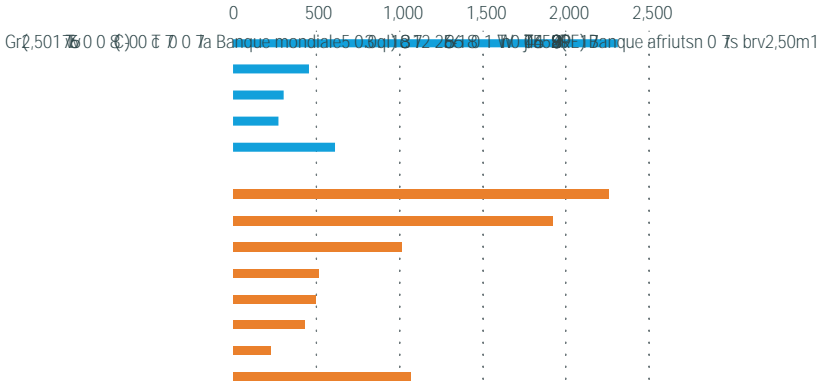


Figure 9

Sénégal : sources de l'APD au Sénégal, 2011-2020, millions de dollars, décaissements bruts



à des conditions légèrement moins favorables que si le Sénégal

S La coopération de l'Allemagne ne serait pas immédiatement prêts, avec le maintien des dons dans certains domaines.

D'autres partenaires majeurs ne tiennent pas compte du statut de ment de la Chine, non incluse dans les données du CAD de l'OC- DE, qui aurait fourni au moins 121 millions de dollars sous forme de dons et 1,5 milliard de dollars sous forme de prêts au Sénégal entre 2008 et 2017.

En ce qui concerne les instruments, les règles et les priorités classement du Sénégal :

S :-1né (-)Ts-1nés47u,3. u Sjug351qu510 Tc -12022, 33 ous fons d[(dolla)5 d[(financeT

§

sur des classes de contribution. Chaque classe de contribution correspond à une certaine part (ou un multiple) d'une unité de

laquelle ils appartiennent (et donc du montant de leur contri-

sessions ordinaires, extraordinaires ou d'urgence de l'Assemblée générale peut être prolongé pendant un maximum de trois ans après le reclassement. À titre de référence, au cours des dernières années, le Cambodge n'a pas utilisé les fonds disponibles pour les réunions de

4.3. Renforcement des capacités et assistance technique pour la participation aux négociations

Plusieurs organisations disposent de fonds ou de conditions spécifiques ou d'assistance technique liés aux négociations et aux processus internationaux. Par exemple (voir aussi le CCLO dans la section 2.5) :

§ participer à son programme de diplomatie multilatérale et aux cours de formation diplomatique de base.

§ annuelles sur des thèmes liés à l'accession, la participation des

§ vaux du Conseil des droits de l'homme propose des formations sur les droits de l'homme et une implication auprès du Conseil, des programmes de bourses et des formations pratiques d'initiation pour les délégués, des séances d'information annuelles pour les délégués à New York sur l'implication auprès de l'Assemblée générale, et des ateliers régionaux.

4.4. Autres formes d'aide

tionaux comprennent une certaine souplesse à l'égard de la communication de rapports (par exemple, dans le cadre de la CCNUCC et de

CONCLUSIONS

Cette évaluation donne une vue d'ensemble des principaux domaines d'incidence potentiels de la sortie de la catégorie des

unique et dépend de ses partenaires et de leurs politiques respectives, de ses capacités et de ses besoins, ainsi que de ses stratégies

commandé, ou même avant, il est important qu'ils s'engagent avec les partenaires de développement concernés pour se préparer de façon adéquate à toute incidence significative, soit par la mise en œuvre ou la prolongation des périodes de transition, soit par la mobilisation de ressources ou de mécanismes alternatifs. Il est

tégorie. Certaines de ces mesures de soutien, telles que la Banque de technologie, l'UNCDF et le CIR, peuvent contribuer à la préparation du reclassement.

